



STRATEGIE DE PUISSANCE DE L'AUSTRALIE

janvier 2007

Auteurs :

Rolland BOPP, Guillaume CABANES, Eric DEGREMONT, François GONNET

Sous la direction de :

Christian HARBULOT

Avertissement et Copyright

Ce document d'analyse, d'opinion, d'étude et/ou de recherche a été réalisé par un (ou des) membre(s) de l'Association de l'Ecole de Guerre Economique. Préalablement à leurs publications et/ou diffusions, elles ont été soumises au Conseil scientifique de l'Association. L'analyse, l'opinion et/ou la recherche reposent sur l'utilisation de sources éthiquement fiables mais l'exhaustivité et l'exactitude ne peuvent être garanties. Sauf mention contraire, les projections ou autres informations ne sont valables qu'à la date de la publication du document, et sont dès lors sujettes à évolution ou amendement dans le temps. Le contenu de ces documents et/ou études n'a, en aucune manière, vocation à indiquer ou garantir des évolutions futures.

Le contenu de cet article n'engage la responsabilité que de ses auteurs, il ne reflète pas nécessairement les opinions du(des) employeur(s), la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris celui de gouvernements, d'administrations ou de ministères pouvant être concernés par ces informations. Et, les erreurs éventuelles relèvent de l'entière responsabilité des seuls auteurs.

Les droits patrimoniaux de ce document et/ou étude appartiennent à l'Association, voire un organisme auquel les sources auraient pu être empruntées. Toute utilisation, diffusion, citation ou reproduction, en totalité ou en partie, de ce document et/ou étude ne peut se faire sans la permission expresse du(es) rédacteur(s) et du propriétaire des droits patrimoniaux.



Mots-clés

Stratégie de puissance, affrontement, Australie, Asie Pacifique, Facteurs de puissance



Introduction	1
Des vulnérabilités structurelles	7
Des atouts à exploiter	8
Une politique internationale ambitieuse	9
Une stratégie de puissance dominante en Océanie (1^{er} cercle)	1
Une zone hétérogène et instable	13
Un pré carré australien ?	15
Des enjeux relatifs	16
Une stratégie de puissance régionale en Asie (2^{ème} cercle)	1
La stabilisation d'une zone perçue comme menaçante	19
Des atouts de puissance à exploiter.....	21
Un engagement régional affirmé	23
Une stratégie d'influence au niveau mondial, active mais limitée (3^{ème} cercle)	1
La fin de l'isolement	27
Les piliers de la politique étrangère australienne	29
Un pays toujours sous dépendance	31
Conclusion	1
Sources	1
Presse quotidienne	36
Annexes	1
CARACTERISTIQUES GENERALES	38
Les six États et les deux territoires du Commonwealth australien	39
CRITERES D'EVALUATION DE LA PUISSANCE	41
Classement des déterminants de la puissance d'un pays.....	41
La hiérarchie de la puissance des nations	43
POPULATION AUSTRALIENNE	44



POPULATION TOTALE.....	44
RAPPORT POPULATION + 65 ANS/POPULATION TOTALE	45
DEMOGRAPHIE AUSTRALIENNE	45
PROPORTION DE LA POPULATION D'ORIGINE ETRANGERE.....	47
MOUVEMENT MIGRATOIRE	48
L'INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN (IDH)	48
AIDE AU DEVELOPPEMENT DE L'AUSTRALIE EN 2006-07	50
PROGRAMMES D'AIDE PAR PAYS	51
ASIE du NORD	51
ASIE du SUD-EST	54
PACIFIQUE.....	58
AFRIQUE	61
Estimation (ODA) 2006-07 : 82,1 M\$	61
FORCES ARMEEES AUSTRALIENNES	62
EFFECTIFS BUDGETAIRES POUR L'ANNEE 2005-06	62
EQUIPEMENT	62
FORCES AUSTRALIENNES EN OPEX.....	65
Soutien au Tonga.....	66
INDICATEURS ECONOMIQUES.....	67
PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR HABITANT	67
TAUX DE CROISSANCE.....	68
SOLDE DES FINANCES PUBLIQUES	69
COMMERCE EXTERIEUR AUSTRALIEN.....	70
POIDS DES PLACES FINANCIERES EN ASIE-PACIFIQUE.....	71



Introduction



Selon les critères habituels d'évaluation de la puissance, l'Australie peut être considérée comme une puissance moyenne dont les caractéristiques essentielles sont liées à :

- la disproportion entre la taille du territoire (15 fois la France) et sa population (1/3 de la population française) ;
- l'accession relativement récente à la souveraineté (à peine plus d'un siècle) ;
- la structure de sa population, relativement jeune pour le monde occidental et à plus de 23% issue de l'immigration ;
- la vitalité de son économie au cours des 10 dernières années (4% de taux de croissance) ;
- le niveau élevé de son développement humain (IDH¹ supérieur à 0,950 pour une moyenne mondiale de 0,722, ce qui la classe parmi les 3 premiers pays au monde) ;
- son alliance stratégique avec les Etats-Unis dans le cadre de l'ANZUS ;
- son attachement, jusqu'ici non démenti au Commonwealth et à la reine d'Angleterre.²

Mais c'est aussi et surtout une puissance qui occupe une position unique et originale sur l'échiquier mondial, car située au cœur de la zone Asie-Pacifique bien qu'appartenant au monde occidental. Cette particularité constitue-t-elle un atout ou un handicap ? Comment l'Australie peut-elle en jouer pour développer une stratégie d'influence ?

Telles sont les questions auxquelles cette étude s'efforcera de répondre.

¹ IDH : indice de développement humain, voir sa définition en annexe II.

² Lors d'un referendum organisé en 1999, les Australiens ont manifesté à 56% leur attachement à la couronne britannique et refusé que leur pays devienne une République.



Des vulnérabilités structurelles

Le continent, à la géographie physique ingrate (sol des plus anciens et moins fertiles, sécheresse, incendies, inondations, cyclones...) d'une superficie de 7,7 millions de kilomètres carrés et quelque 25 000 km de côtes à surveiller, l'Australie revendique 8.148.250 km² de [zone économique exclusive](#)³. Elle ne dispose pas des capacités lui permettant d'assurer correctement sa sécurité extérieure et pourrait rencontrer des difficultés face à certaines menaces environnementales (pollution, manque d'eau, manque d'énergie, manque de vivres et surpopulation environnante) notamment en raison de son sous peuplement. Celui-ci est d'autant plus pénalisant qu'elle est proche des pays asiatiques, les plus peuplés au monde et qu'aucun espoir d'accroissement du peuplement ne peut être envisagé sans un mouvement migratoire soutenu, compte tenu d'un taux de fécondité (1,76 enfant/femme), comparable à celui des pays européens.

Bien qu'encore massivement d'origine anglo-saxonne, la population australienne comporte l'un des taux d'immigrés les plus élevés au monde (23%) et la question est posée du seuil d'acceptation de la poursuite d'un mouvement migratoire qui concerne de plus en plus d'asiatiques⁴.

Par ailleurs, le gouvernement australien doit veiller à intégrer dans la société de consommation les populations aborigènes qui, tombées à 60 000 en 1920 après les massacres qu'elles avaient subi, dépassent désormais 300 000 âmes.

En outre, la faible importance du peuplement ne permet pas au gouvernement de Canberra de disposer des forces militaires nécessaires à ses ambitions régionales et mondiales, d'autant que la part du PIB consacrée à la défense ne s'élève qu'à 1,80%. L'Australie n'a ainsi que quelque 50 000 hommes (cf. annexe V) à opposer aux 200 000 de son voisin asiatique et islamique le plus proche, l'Indonésie.

Il en va de même des représentations diplomatiques dont le chiffre demeure sous la cinquantaine, soit trois fois moins que les missions françaises, donnant ainsi une limite concrète au rayonnement de l'Australie dans le monde.

Enfin, la permanence de l'instabilité politique et des problèmes structurels des petits pays insulaires du Pacifique dont elle est le grand voisin constitue pour elle une inquiétude constante quant à la stabilité de la région.

³ La notion de ZEE trouve son fondement juridique dans la [Convention des Nations unies sur le droit de la mer](#) (ou Convention dite de Montego Bay, signée le 10 décembre 1982). La zone économique exclusive ne s'étend pas au-delà de 200 [milles marins](#) des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la [mer](#) territoriale.

⁴ Ils ne représentent actuellement que 5% de la population, mais le taux d'immigration annuelle des Asiatiques représente actuellement % de l'immigration totale vers l'Australie.



Des atouts à exploiter

Face à la mondialisation, l'Australie n'est pourtant pas dénuée d'atouts.

Bien que sous peuplée, elle dispose d'une population jeune par rapport à celle des autres puissances occidentales et, selon les projections de l'OCDE, la population de plus de 65 ans rapportée à la population active devrait être de 35% quand elle sera proche de 50% en Europe, à l'horizon 2020.

La mondialisation aidant, l'île continent n'est plus isolée mais au contraire ouverte vers l'extérieur: 3 millions d'Australiens quittent annuellement le pays qui reçoit 5 millions de visiteurs, tandis que plus de 700 000 Australiens (4% de la population totale) résident à l'étranger.

Canberra peut également s'appuyer sur une économie saine et dynamique, bien que le taux de croissance soit tombé à 2,6% après une décennie à 4 de moyenne. Le PIB/hab, légèrement supérieur au PIB français, est le second de la zone Asie/Pacifique derrière celui du Japon et l'Australie est le second pays de l'ensemble Asie-Pacifique, derrière la Corée, dont le solde des finances publiques est positif.

Selon l'index des marchés financiers mondiaux *Morgan Stanley Capital International (MSCI)*, la bourse australienne est passée du 13ème au 9ème rang mondial en moins de deux ans, ce qui signifie un accroissement des investissements sur place, autre aspect de la vitalité de l'économie australienne.

Malgré cette économie plutôt florissante, le pays ne consacre que 0,30% de son PIB (cf. annexe IV) à l'aide au développement, ce qui le situe en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE, dont il est membre depuis 1971.

Sa position géographique attire par ailleurs nombre de sociétés occidentales qui, voulant se développer en Asie, y établissent leur siège.

Enfin, l'Australie se classe première parmi les marques de pays, selon le deuxième indice annuel des marques de pays 2006 (Country Brand Index ou CBI) communiqué au World Travel Market, le plus grand salon annuel réservé aux professionnels mondiaux du voyage⁵.

Dans un tout autre ordre d'idées, fusion de diversités humaines, géographiques et climatiques, la culture australienne est unique et marquée par :

- la ténacité propre aux peuples confrontés à un environnement naturel ingrat ;
- le goût pour la compétition et le pragmatisme chers aux anglo-saxons, sans en posséder la distinction.

Courageux, parfois rugueux, le peuple australien a gardé l'âme de pionniers ce qui peut, selon les circonstances, le servir ou le desservir.

⁵ Elaborée par FutureBrand, l'une des principales sociétés mondiales de conseil en marque, en association avec le cabinet de relations publiques Weber Shandwick's Global Travel Practice, l'étude portait sur plus de 1 500 voyageurs internationaux,



Une politique internationale ambitieuse

Longtemps repliée sur elle-même et tributaire de la Grande Bretagne, puis des Etats-Unis, pour assurer sa sécurité, l'Australie a pris conscience à la fin du XX ème siècle avec l'émergence de la mondialisation, de ses propres capacités et vulnérabilités.

Désormais désireuse de s'affirmer comme une puissance régionale et d'assurer son développement dans un environnement stable, elle mène une politique extérieure dont les priorités sont :

- la sécurité régionale ;
 - l'accroissement du commerce et des investissements ;
- le désarmement ;
- l'environnement ;
- le développement et l'aide humanitaire.

Considérant le Pacifique sud comme sa zone d'influence naturelle, elle s'emploie à y maintenir la stabilité et veille à y garder son leadership face à d'autres puissances également présentes dans la zone ; c'est notamment le cas vis-à-vis de la France qui, bien que n'appartenant pas à cet ensemble géographique, y est présente avec ses territoires polynésien et calédonien. L'engagement australien à Timor a marqué, de ce point de vue, un tournant important qui a modifié la perception de la place de l'Australie dans la région par ses voisins et par l'Australie elle-même.

Mais Canberra cherche surtout à développer aujourd'hui ses relations avec les pays d'Asie, consciente qu'elle est de l'importance politique, stratégique et économique que sont entrain de prendre des pays tels que la Chine, le Japon, la Corée du Sud et les pays membres de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du sud-est).

Parallèlement, compte tenu de son appartenance au monde occidental, l'Australie continue d'entretenir des relations politiques et commerciales très étroites avec le continent nord américain et l'Union européenne.

L'objectif avoué du gouvernement australien est d'entretenir et développer ses relations internationales, que ce soit en matière de défense ou de liens économiques, dans un monde instable et marqué par la globalisation.

La pierre angulaire de la politique extérieure de M. Howard réside donc sur une interaction équilibrée entre :

- le maintien de la stabilité dans le Pacifique ;



- le développement de liens étroits avec le monde asiatique ;
- l'attachement au monde occidental et aux institutions démocratiques et le respect des engagements internationaux ;

De ce point de vue, Canberra considère que ses liens avec les Etats-Unis en matière de défense et de renseignement renforcent son influence en Asie. Inversement, sa situation géographique et son implication économique en Asie constituent des atouts dans ses relations avec les Etats-Unis et l'Union européenne.

Comment et avec quel succès, dans ces trois cercles concentriques que sont, vus de Canberra, l'Océanie, l'Asie et le reste du monde, l'Australie tente-t-elle de développer son influence et de s'affirmer dans le monde globalisé de ce début de siècle ?



Une stratégie de puissance dominante en Océanie (1^{er} cercle)

1ère

Partie

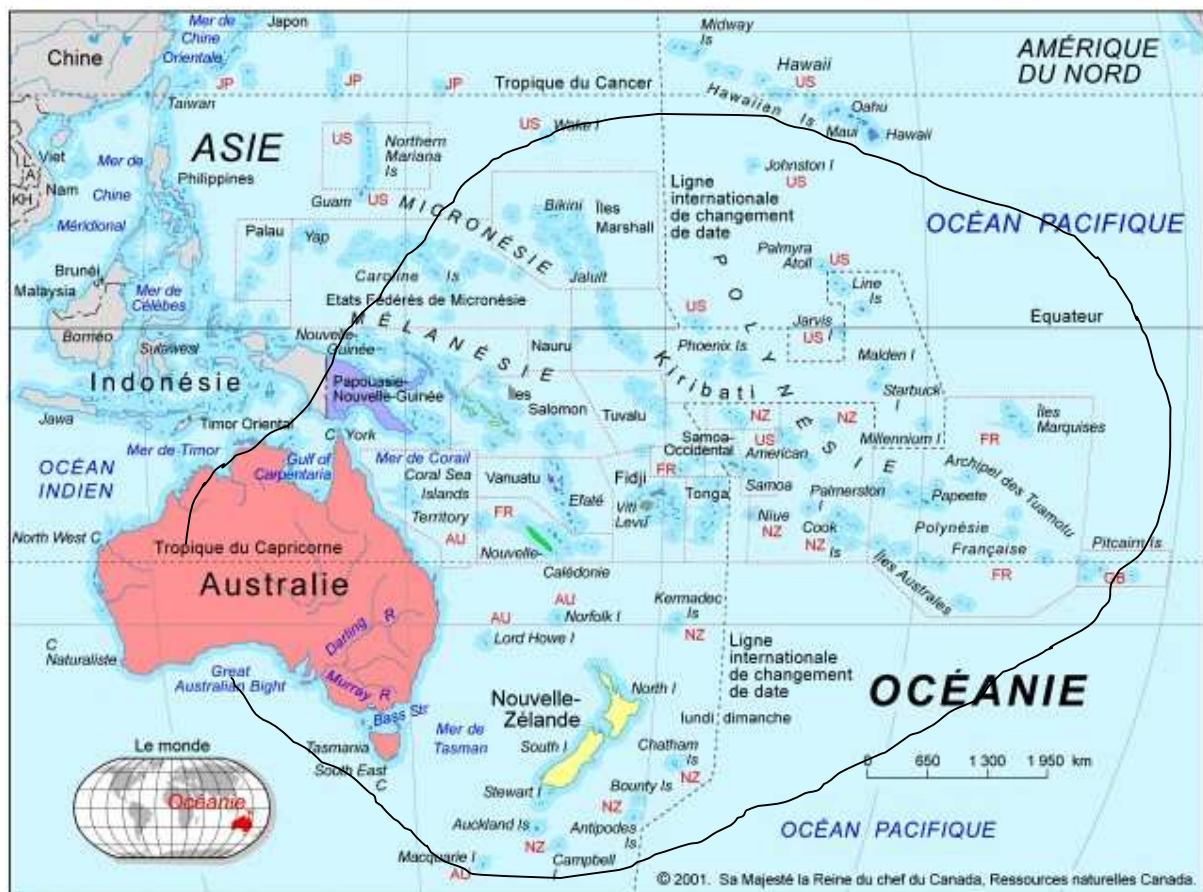


Consciente des équilibres fragiles de la zone océanienne et de la nécessité d'y maintenir la paix pour faciliter les échanges commerciaux et la prospérité économique, l'Australie, bien que puissance moyenne, semble considérer celle-ci comme sa zone de responsabilité et d'action. Elle y déploie ainsi une stratégie qui peut être considérée comme étant celle d'une puissance dominante.



Une zone hétérogène et instable

Géographiquement considérée comme le cinquième et le plus petit des continents, l'Océanie ne présente pas, contrairement aux quatre autres, de limites terrestres clairement identifiables. Essentiellement constituée d'ensembles archipélagiques (Polynésie, Mélanésie et Micronésie), la superficie de ses terres émergées dépasse à peine 8 500 000 km², dont 90% pour l'Australie. Cette dernière apparaît donc d'emblée comme le géant océanien, que ce soit au plan physique, humain ou économique. Seule, la Nouvelle-Zélande (269 000 km² et un peu plus de 4 millions d'habitants) constitue un deuxième espace terrestre océanien disposant de toutes les capacités pour assurer son indépendance.





Au nord de ces deux grandes îles et par contraste, se déploient d'ouest en est :

- la Mélanésie (965 000 km² et 2, 9 millions d'habitants) qui se compose des îles Fidji, de la Nouvelle-Calédonie, des îles Salomon, de Vanuatu, et d'une partie des îles de la Papouasie-Nouvelle-Guinée ;
- la Micronésie (700 000 km² et 100 000 habitants) qui comprend les Etats fédérés de Micronésie, les îles Marshall, les Kiribati, Nauru, les Palaos, les Mariannes du nord et Guam (ces deux dernières encore rattachées aux Etats-Unis) ;
- la Polynésie (25 000 km² et 500 000 habitants), ensemble d'îles compris entre Hawaï, la Nouvelle-Zélande et l'île de Pâques. En font notamment partie, les îles Samoa, les Tonga et la Polynésie française.

Cet émiettement insulaire constitue la faiblesse structurelle de micro états qui ont pour la plupart accédé récemment à l'indépendance, ou sont encore sous tutelle étrangère et ne disposent pas, à de rares exceptions près, des moyens de leur autonomie. Compte tenu de la superficie de leurs eaux territoriales (12 millions de km² pour la seule Polynésie !), ces états ne sont cependant pas sans intérêt et peuvent aiguïser les convoitises.

A cette hétérogénéité physique et humaine⁶ de la zone s'ajoute une hétérogénéité politique dans la mesure où les grandes puissances occidentales, Etats-Unis en tête, détiennent encore le contrôle d'une partie de ces territoires. Un simple regard sur la carte permet de visualiser l'imbrication de possessions soit australiennes, soit néo-zélandaises, soit américaines, soit françaises et marginalement britanniques (Pitcairn) entre lesquelles de jeunes états indépendants essaient de survivre.

La fragilité de ces états entretient une instabilité récurrente qui constitue la deuxième caractéristique de cette zone océanique. Sans établir une liste exhaustive des crises survenues au cours des

dernières années, il suffit de retenir les plus récentes et les plus importantes pour s'en convaincre :

- aux îles Salomon, une rébellion a éclaté en 2003 ;
- aux îles Tonga, depuis près d'un an, des agitations secouent l'archipel. Ces troubles visent un système politique largement corrompu et noyauté par la famille royale, puisque 21 des 30 membres de l'assemblée législative sont désignés par le roi⁷ et seulement 9 par le peuple, via le suffrage universel ;
- en Papouasie Nouvelle Guinée, règne une instabilité chronique qu'aggravent les velléités séparatistes de l'île de Bougainville ;
- aux îles Fidji, un nouveau coup d'état (le quatrième au cours des vingt dernières années) vient d'avoir lieu le 5 décembre dernier ;
- la petite île de Nauru, indépendante depuis 1968 et riche de sa production de phosphate jusqu'en 2001, est aujourd'hui en faillite.

⁶ Peuplement majoritairement d'origine occidentale pour les deux grandes îles, mais d'origine océanique pour les ensembles archipélagiques.

⁷ Au sein des 33 familles aristocratiques des îles Tonga.



Un pré carré australien ?

Face à cette instabilité qu'elle considère comme une menace contre ses propres intérêts, l'Australie réagit quasi systématiquement en puissance dominante et intervient selon les moyens qui lui semblent les plus appropriés en associant le plus souvent la Nouvelle-Zélande à son action:

- soit préventivement, dans le cadre d'accords régionaux et de l'aide au développement qu'elle déploie dans la zone, ce qui se traduit :
 - o d'une part, en une aide (plus de 400 millions \$ en 2006) consacrée à l'amélioration de la gouvernance, au renforcement des systèmes sécuritaire et judiciaire, au soutien à l'administration, à la santé et à l'éducation et à laquelle s'ajoute des programmes bilatéraux spécifiques avec chacun des états de la zone (cf. annexe IV) ;
 - o d'autre part, par des accords économiques tels que le SPARTECA (accord commercial préférentiel sans réciprocité de l'Australie et de la Nouvelle Zélande avec les Etats du Forum du Pacifique sud) ;
- soit pour rétablir une situation dégradée, ce qui fut le cas à maintes reprises au cours des dernières années, que ce soit :
 - o aux îles Salomon, avec l'envoi d'un contingent de 1 500 hommes, renforcé de 140 Néo-zélandais, pour mettre un terme à la rébellion qui, en 2003, menaçait l'Etat d'effondrement et pouvait avoir des implications sur la stabilité de la région ;
 - o aux îles Tonga où, le 17 novembre 2006, le Premier ministre australien, John Howard et son homologue néo-zélandaise Helen Clark ont décidé d'intervenir conjointement pour aider, à sa demande, le gouvernement tongien à rétablir le calme (envoi de 50 militaires australiens et 60 néo-zélandais, secondés par 35 policiers australiens) ;
 - o en Papouasie Nouvelle-Guinée, avec laquelle, depuis son accession à l'indépendance en 1975, l'Australie entretient des relations étroites et privilégiées, et où Canberra développe un ensemble d'activités qui visent à assurer la stabilité de cet Etat.

La non intervention suite au dernier coup d'état aux îles Fidji, en décembre dernier constitue une exception qui confirme la règle. Celle-ci est due au fait que l'hostilité à une intervention extérieure était très grande, au point que 3 jours avant de perdre le pouvoir, M. Laisenia Qarase, le Premier ministre déchu, déclarait lui-même que ni l'Australie, ni la Nouvelle-Zélande ne devaient intervenir dans les affaires intérieures fidjiennes. Il n'en demeure pas moins que le préfet de police dont disposait M. Qarase était un ancien policier australien, tout comme un certain nombre de conseillers australiens opéraient au sein de l'armée et des instances judiciaires.

Mais l'intervention la plus emblématique de l'Australie a eu lieu au Timor oriental, proche de l'Indonésie et en limite de ce qui pourrait être considéré comme le pré carré australien. Cette intervention a été déclenchée suite à la volonté du Timor oriental de se séparer de l'Indonésie, en 1999⁸. Le Premier ministre australien, John Howard a revendiqué la responsabilité de la force internationale chargée de rétablir la paix dans cette partie de l'île et a déclaré que le rôle prééminent de l'Australie dans cette force lui donnait désormais le droit d'intervenir en tant que « second » des Etats-Unis pour le maintien de la paix en Asie (la « doctrine Howard »). En manifestant ainsi son

⁸ Son indépendance n'interviendra qu'en 2002.



poinds de puissance régionale, l'Australie n'a pas hésité à prendre le risque d'une détérioration, fut-elle passagère, de ses relations avec l'Indonésie.⁹

L'Océanie au sens large constitue donc bien une zone de responsabilité et d'action pour l'Australie, mais pour quels enjeux ?

Des enjeux relatifs

Au plan économique, les intérêts australiens en Océanie sont limités puisque l'île-continent dispose des matières premières essentielles et que le marché océanien est insignifiant. Seuls, le Timor oriental et son pétrole, la Papouasie Nouvelle-Guinée avec ses réserves d'or et de pétrole et, un temps, l'île de Nauru avec ses phosphates, ont pu retenir son attention dans ce domaine.

En revanche, l'ensemble océanien présente un intérêt politique et stratégique pour Canberra, ce qui explique que le gouvernement australien s'y investit, au plan financier et humain, dans des domaines aussi sensibles que la bonne gouvernance, la sécurité, la santé et l'éducation. A titre d'exemple, 44 millions \$ seront accordés l'année prochaine au Timor oriental pour financer, entre autre, la formation d'une police professionnelle et celle d'un système judiciaire assurant le respect des lois et propice aux investissements. Ce faisant, l'ensemble de ces micro états est maintenu sous une étroite influence australienne. Ils confortent ainsi l'Australie, par le jeu d'un état égale une voix au sein de la communauté des nations, dans son rôle de puissance océanienne et lui confèrent un poids politique supérieur.

A contrario, l'Australie est consciente qu'elle n'a pas d'autre choix dans la mesure où l'instabilité de l'Océanie lui serait doublement préjudiciable car elle nuirait à son propre développement économique et lui serait imputée au premier chef.

Elle partage avec les Etats-Unis et la France le souci d'assurer la stabilité dans le Pacifique. Elle y intervient donc généralement avec la bénédiction des premiers tandis que la seconde tente de s'associer à ses efforts chaque fois qu'elle considère que ses propres intérêts pourraient être en jeu. Ce fut le cas au Timor oriental avec la participation française à la force internationale chargée d'y maintenir l'ordre et ce l'est également chaque fois qu'une aide française peut être utile à la reconstruction, après une catastrophe naturelle ou une crise violente, dans l'un ou l'autre pays de la zone.

L'enjeu essentiel pour l'Australie consiste, finalement, à s'affirmer comme la puissance du continent océanien, en accord avec les Etats-Unis dans le cadre de leur alliance stratégique et en défendant son pré carré face à des puissances comme la France.¹⁰ Sa tutelle est toutefois difficilement acceptée, notamment parmi les petits Etats insulaires, qui ont le sentiment que l'Australie profite de sa position de force pour leur imposer des choix conformes à ses propres intérêts. Mais en s'affirmant ainsi et en assurant sa tranquillité dans ce premier cercle, elle peut tenter de déployer au-delà, notamment vers l'Asie, une stratégie de puissance régionale.

⁹ A l'origine, l'Australie avait accepté l'invasion du Timor oriental par l'Indonésie en échange de l'accès aux réserves pétrolières de celui-ci.

¹⁰ La France n'est intervenue au Timor qu'avec l'accord de l'Australie ; celle-ci semble avoir en revanche écarté l'aide française de la reconstruction aux îles Salomon après les événements de 2003, de même qu'elle a pesé au sein du Forum du Pacifique sud pour en exclure la France tant qu'elle poursuivrait ses essais nucléaires en Polynésie.



Une stratégie de puissance régionale en Asie (2^{ème} cercle)

2^{ème} Partie



Après la seconde guerre mondiale, l'Australie a cherché à exprimer sa propre voix dans les affaires internationales. Elle s'est engagée résolument dans la refondation d'une aire de paix et de prospérité en Asie par le biais de son aide au développement et le déploiement éventuel de ses forces.

Géographiquement située entre l'Océanie et l'Asie du sud-est, elle peut être vue comme appartenant à l'un ou l'autre de ces deux ensembles et elle considère cette dernière région comme sa zone d'intérêts prioritaires.

Cette implication en Asie n'est pas la simple conséquence d'une proximité géographique, mais intègre le fait que les intérêts australiens, politiques, économiques et de sécurité sont étroitement liés au développement de l'Asie du sud-est, en particulier.



La stabilisation d'une zone perçue comme menaçante

Historiquement, l'Asie a toujours semblé menaçante pour l'Australie.

Ce fut d'abord la menace militaire japonaise au cours de la seconde guerre mondiale, puis le sentiment de vulnérabilité d'un territoire aux immensités vierges face à la pression démographique chinoise et indonésienne. C'est aujourd'hui la menace liée aux risques de balkanisation de jeunes Etats archipélagiques et insulaires en Asie du sud-est. En effet, les Etats créés à l'issue de la colonisation occidentale sont des Etats complexes sans unité ethnique ni culturelle, phénomène aggravé par les migrations transnationales organisées par les puissances coloniales pour placer des travailleurs en nombre suffisant dans les régions les plus intéressantes. C'est ainsi que ces Etats de l'Asie du sud-est sont en proie à de multiples tensions dues à leur diversité ; l'Indonésie en étant le plus parfait exemple. Des groupes séparatistes sont apparus et mènent des actions violentes sous tendues par des revendications d'indépendance. Par ailleurs, la transition d'un Etat autoritaire vers la démocratie a été très difficile pour la grande majorité de ces Etats et certains sont encore en cours de changement de régime, le cas le plus récent étant celui de la Thaïlande.

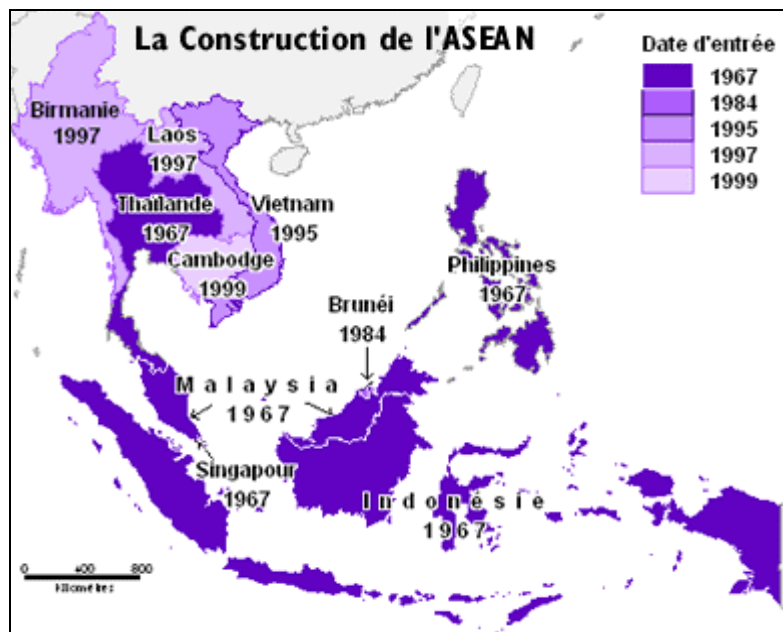
L'Indonésie, avec ses 13 000 îles, ses 300 ethnies différentes, ses 220 millions d'habitants et ses mouvements indépendantistes (Aceh, Irian Jaya ...), constitue de ce point de vue, pour l'Australie, le voisin le plus proche et le plus inquiétant.

En outre, les critères d'insécurité transnationaux sont en développement, que ce soit le terrorisme (attentat de Bali en 2002), la piraterie maritime (dans les détroits de Malacca et de Torrès), l'émigration clandestine ou la pêche illicite à l'intérieur des eaux australiennes.¹¹

Consciente que laisser ces menaces se développer aurait un impact direct sur sa sécurité, Canberra s'investit pour assurer la stabilité de la région.

Son action consiste prioritairement à soutenir ces pays dans leur développement. L'Indonésie, pour les raisons précédemment indiquées, en est la première bénéficiaire et reçoit un volume d'aide annuel de l'ordre de 350 millions \$, mais les autres pays ne sont pas oubliés (cf. annexe IV). C'est particulièrement le cas des Philippines qui, avec plus de 60 millions \$, sont l'un des six premiers partenaires en développement de l'Australie. Cette aide bilatérale avec chacun des pays de l'Asie du sud-est se double d'une aide multilatérale au niveau régional. A titre d'exemple, la construction récente du pont de l'amitié sur le *Mékong*, entre le Laos et la Thaïlande, a été financée par l'Australie.

¹¹ Six des dix plus grands pays de pêche au monde sont asiatiques et pratiquent une pêche sauvage, sans souci du respect des ressources halieutiques.



Canberra s'implique également au plan politique et sécuritaire, c'est ainsi que :

- un Forum ministériel australo indonésien a été établi en 1992 en même temps que la signature du traité de Timor ;
- un accord de coopération militaire a été signé entre l'Australie et l'Indonésie en décembre 1995¹² ;
- l'Australie a participé au dialogue sur la sécurité régionale en Asie Pacifique et a appuyé vigoureusement l'accord en vue d'établir le Forum régional de l'ASEAN ; elle s'est engagée à signer le traité d'amitié et de coopération (TAC) avec l'ASEAN ;
- l'Australie s'est engagée au plan régional dans le domaine maritime au sein d'un système d'alliance multilatéral, à l'exemple du FPDA¹³. Cet engagement a entraîné l'établissement d'un réseau complémentaire de relations bilatérales avec plusieurs états d'Asie du sud-est. Ainsi, les Australiens assurent le « commandement de la défense aérienne intégré » du FPDA, situé en Malaisie et admettent l'installation sur leur territoire, de bases de formation et d'entraînement pour les forces armées singapouriennes.
- une opération militaire a été conduite au Timor, en 1999¹⁴ ;

¹² Djakarta a dénoncé cet accord lors de la crise du Timor en 1999, mais la coopération entre les deux pays a désormais repris.

¹³ *Five Powers Defence Arrangement* ou Pacte des cinq Nations, qui regroupe l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni, Singapour et la Malaisie, pour la défense de la péninsule malaise.

¹⁴ L'Australie a, d'ailleurs, pu mesurer à cette occasion la tiédeur de la réaction américaine à cette crise régionale. Se retrouvant dès lors en première ligne tant en raison de la pression de son opinion publique que du fait de ses moyens stratégiques, Canberra a assumé, pour la première fois de son histoire, avec succès, une opération militaire délicate et à forte visibilité.



On peut ajouter à cette énumération le rôle joué par l'Australie dans le rétablissement de la paix au Cambodge dans les années 90.

Outre cette implication significative, l'Australie sait faire preuve de fermeté pour défendre ses intérêts immédiats ou prioritaires, même au détriment de son image de marque. Cela a été le cas, en 2002, lorsqu'elle a refusé de prendre en compte le bateau norvégien *Tampa*, chargé d'immigrants illégaux.

Comme dans le Pacifique, il s'agit pour elle de contribuer à la stabilité et à la sécurité en Asie, afin de créer les conditions d'un développement économique dont elle est la première bénéficiaire.

Des atouts de puissance à exploiter

Outre sa position géographique, l'Australie bénéficie par rapport aux autres puissances occidentales de ressources naturelles considérables et d'une économie en plein essor. Parallèlement les puissances émergentes d'Asie, notamment la Chine, ont un besoin important et urgent de matières premières pour assurer la poursuite de leur développement industriel et économique.

Canberra a donc perçu tout l'intérêt de développer ses relations avec les puissances asiatiques ; c'est ainsi que la Chine et le Japon constituent ses 3^{ème} et 4^{ème} partenaires commerciaux derrière l'UE et les Etats-Unis.

Avec le Japon, allié stratégique et depuis plus de vingt ans principal partenaire commercial de l'Australie, les relations se sont diversifiées en raison des intérêts complémentaires et des points de vue partagés sur des questions internationales. Les deux pays ont engagé des négociations en vue d'un accord de libre-échange. L'ASEAN a décidé de faire de même et a signé avec l'Australie, en juillet 2004, une déclaration commune de coopération en matière de lutte contre le terrorisme, tandis que le commerce entre ces pays ne cesse de se développer. La Corée du sud fait maintenant partie des principaux partenaires commerciaux de l'Australie et cette dernière multiplie ses contacts avec le Vietnam, lui aussi parmi les six premiers bénéficiaires de l'aide au développement fournie par Canberra.

Mais c'est avec la Chine que l'évolution des relations est la plus spectaculaire, sans doute parce qu'elle répond à des intérêts communs et complémentaires. Cette évolution se traduit par une volonté d'établir des relations stratégiques et durables, « tout en reconnaissant la grande différence culturelle des contextes respectifs »¹⁵. Concrètement, ceci se traduit par :

- des visites fréquentes d'autorités (du président Hu Jintao en Australie en octobre 2003 ; de Mr Howard à Pékin en avril 2005 et du Premier ministre chinois, Wen Jiabao, à Canberra, en avril 2006) ;
- des ouvertures de lignes aériennes (depuis novembre 2006, des vols reliant Pékin, Shangaï, Melbourne et Sidney ont lieu 4 fois par semaine) ;
- des accords bancaires (accord entre la *China Unionpay* et la banque nationale d'Australie pour permettre le retrait d'argent par carte bancaire des Chinois en séjour en Australie) ;

¹⁵ Déclaration récente du Ministre des affaires étrangères et du commerce au cours d'un forum international organisé par une université australienne.



- des accords de coopération (culture, sciences et technologie, agriculture, aviation civile, éducation) ;
- des accords commerciaux, dont le plus emblématique mais aussi le plus compromettant pour Canberra aux yeux d'une partie de l'opinion nationale et internationale, est l'accord de vente d'uranium tout récemment signé et s'accompagnant d'un accord de transfert de technologie.

D'un côté, cet accord permet de satisfaire les besoins d'approvisionnement de la Chine en uranium pour développer sa capacité de production d'énergie nucléaire¹⁶ et réduire sa dépendance au charbon et au pétrole, par ailleurs plus polluants. De l'autre côté, la Chine représente pour Canberra un important marché et l'Australie est la mieux placée des puissances occidentales pour y investir.

Selon le ministre des Affaires étrangères australien, les intérêts régionaux de l'Australie existent en tant que tels et se manifestent à travers les relations avec les principales puissances. En dépit d'intérêts spécifiques pour chacun de ces pays, des accords de fonds existent sur l'intérêt commun de :

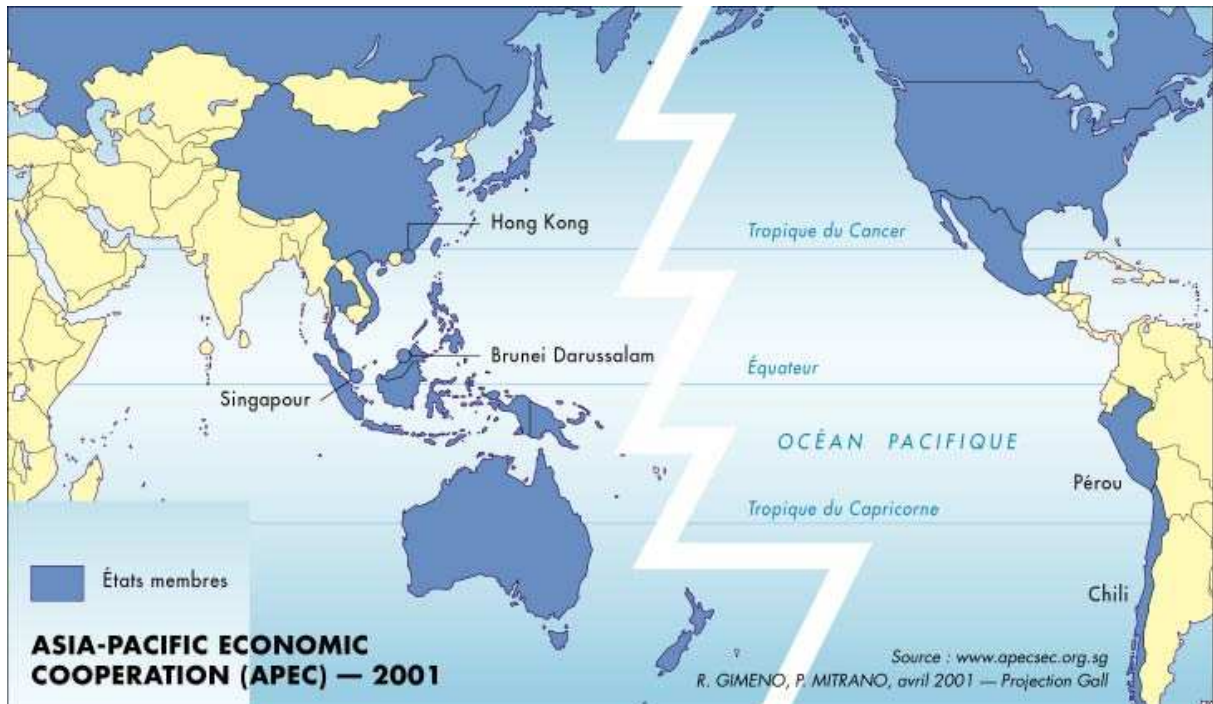
- libéraliser le commerce et les investissements ;
- prendre en compte les problèmes posés par les Etats défaillants ;
- planifier la lutte contre d'éventuelles pandémies.

Ce sont ces intérêts communs que l'Australie entend développer à travers son engagement en Asie.

¹⁶ Le programme chinois prévoit la réalisation de 28 réacteurs nucléaires et nécessite une livraison annuelle de 8 tonnes d'uranium.



Un engagement régional affirmé



Depuis de nombreuses années, l'Australie est active dans les organisations régionales.

Elle a lancé l'initiative de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC) qui devient le forum par excellence en matière de coopération économique régionale axée plus particulièrement sur la libéralisation du commerce régional. Cette initiative a conduit à des réunions régulières des dirigeants des pays membres de l'APEC (cf. carte) ; la première a eu lieu à Seattle en 1993 et la prochaine aura lieu cette année à Sydney.

Elle entretient, on l'a vu, des liens étroits avec l'ASEAN et elle est impliquée dans des organisations sécuritaires telles que le FPDA.

Cet investissement est aussi un investissement humain dans la formation des futures élites asiatiques. L'Australie accueille en effet dans ses universités plus de 170.000 étudiants asiatiques qui viennent s'initier chez elle aux règles de l'économie de marché et aux technologies nouvelles. Leur formation achevée, ces étudiants ont vocation à retourner dans leur pays d'origine où ils seront demain des relais naturels de la présence australienne en Asie. De même, 130 000 Australiens vivent en Asie, 1, 8 millions y séjournent annuellement tandis que 2,2 millions d'Asiatiques visitent l'Australie.



L'Asie représente aujourd'hui plus de 60% des débouchés commerciaux et près de 50% des importations de l'Australie, alors que le Royaume Uni et la Nouvelle Zélande ne représentent plus qu'environ 10% de l'un et de l'autre. En 30 ans, l'Australie a donc réussi à réorienter de manière spectaculaire son commerce, traditionnellement tourné vers la Grande Bretagne et l'Occident et à s'intégrer au sein de l'ensemble asiatique pour y jouer un jeu de puissance régionale. Elle a su progressivement s'émanciper et se forger une identité en faisant de son multiculturalisme un atout complémentaire de ses ressources naturelles.

Par ailleurs, la coopération de sécurité en Asie est un des objectifs stratégiques du Livre blanc de la défense paru en 2001¹⁷, ce qui confirme tout l'intérêt que Canberra porte à cette région.

Enfin, le récent séisme près de Taïwan, en endommageant les câbles sous-marins et en entraînant l'interruption des liaisons téléphoniques et Internet avec le reste du monde, a montré à l'ensemble des pays asiatiques combien ils étaient liés dans la fragilité comme dans la puissance ; la crise financière de la fin des années 90 avait eu le même impact et conduit à prendre des mesures solidaires (initiative de Chiang Mai en 2000 , visant à organiser la coordination monétaire régionale et création de l'Asia Bond en 2003, instrument monétaire commun destiné à mobiliser à des fins productrices les énormes réserves de devises étrangères accumulées dans la région).

Face à ces évolutions qui la concernent directement, l'Australie ne saurait rester indifférente, mieux elle souhaite être un acteur.

¹⁷ Les objectifs stratégiques définis par ce Livre blanc sont :

- la défense primaire de l'Australie et de ses approches maritimes ;
- la sécurité des intérêts immédiats ;
- la coopération de sécurité avec l'Asie du sud-est ;
- la contribution aux coalitions internationales.



Une stratégie d'influence au niveau mondial, active mais limitée (3^{ème} cercle)

3^{ème} Partie



Outre son implication au niveau régional, l'Australie tient également à jouer un rôle croissant dans les relations internationales. Sa position géographique au sud et ses attaches historico-culturelles au monde occidental l'y invitent naturellement, en particulier depuis la fin du monde bipolaire et l'émergence de la mondialisation. Reste à savoir quelles stratégies elle entend développer pour atteindre cet objectif.



La fin de l'isolement

Hormis ses interventions dans les deux guerres mondiales, au nom des liens qui l'unissaient à la Grande Bretagne, l'Australie tout comme son voisin néo-zélandais est longtemps restée en marge de la vie internationale. Membre du Commonwealth depuis 1931, elle entend désormais rompre avec l'isolement qui fut le sien et auquel son caractère insulaire, l'avait semblait-il prédestiné.

Plusieurs phénomènes l'ont en réalité poussée à opérer un tel changement.

Tout d'abord l'entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun a considérablement réduit les échanges économiques entre les deux pays. A titre d'illustration l'Australie réalisait 40% de son commerce avec la Grande-Bretagne en 1970, alors que cette part ne représentait plus que 3% trente ans plus tard. Parallèlement, la baisse de l'immigration d'origine britannique a contribué à creuser un écart entre les deux pays et à atténuer l'influence du Royaume-Uni sur son dominion.

Mais c'est sans doute la poussée économique de ses voisins asiatiques qui a incité l'Ile continent à sortir de ses frontières pour profiter de l'ouverture de nouveaux marchés et par conséquent de nouvelles perspectives de croissance. On estime ainsi que l'Australie réalise actuellement près de 60% de son commerce avec le continent asiatique.

De plus, la chute du cours des matières premières dont l'Australie est un exportateur mondial de premier plan (1^{er} exportateur mondial de fer, de bauxite, d'alumine, d'aluminium, de charbon mais aussi 1^{er} producteur de sables minéraux et de diamants...), l'a contrainte à diversifier son économie. Si 45% des exportations du pays concernent encore le secteur des minerais, c'est le secteur tertiaire qui connaît aujourd'hui un fort engouement. Les politiques et les réformes libérales menées depuis le début des années 1980 par les gouvernements de sensibilités différentes ont toutes eu pour objectif de renforcer l'attractivité du pays.

Les investissements directs à l'étranger ont augmenté de manière significative pour représenter en 2005, 30% du PIB national contre 8 % en 1980.

Plusieurs facteurs expliquent l'attractivité de l'Australie comme sa bonne santé économique mais aussi l'efficacité de son système juridique qui permet une véritable protection de la propriété intellectuelle et des brevets. Ce dernier élément constitue un critère particulièrement important eu égard à la situation géographique de l'Australie qui place cette dernière aux portes de l'Asie. 900 multinationales ont ainsi choisi de s'y installer.

C'est donc en rupture avec une forte tradition de protection du marché intérieur que l'Australie a progressivement opéré son intégration dans l'économie mondialisée.

Une prise de conscience au niveau de l'Etat des questions ayant trait à l'espionnage industriel est néanmoins à l'ordre du jour. Le tout libéral prôné par les différents gouvernements qui se sont succédés se heurte comme ailleurs aux enjeux géoéconomiques.



Le secteur de la défense est particulièrement visé. En effet comme le soulignait encore récemment Tim Scully, chef du DSA (Defense Security Authority), la protection de l'information et du patrimoine technologique en matière de défense doit rester une priorité pour l'Etat. De son côté le directeur général de l'ASIO (Australian Security Intelligence Agency) a alerté le gouvernement des menaces croissantes qui pèsent sur le patrimoine informationnel des entreprises et plus particulièrement celles liées aux secteurs stratégiques. Or, le problème mis en évidence par les responsables est l'absence d'une véritable définition des secteurs stratégiques contrairement à ce qui a pu être fait aux Etats-Unis.

On peut, à juste titre, se demander jusqu'à quel point l'Australie pourra faire l'économie d'une véritable réflexion sur les enjeux géoéconomiques la concernant et, plus largement, sur les logiques de puissances auxquelles elle a jusqu'à présent cherché à échapper.



Les piliers de la politique étrangère australienne.

Longtemps isolationniste, l'Australie a prioritairement pensé son action internationale en termes de multilatéralisme.

Ce cadre a souvent permis à cette dernière de satisfaire ses intérêts. Elle a d'ailleurs pu tenir à maintes reprises le rôle de leader notamment en prenant, en 1989, l'initiative de créer le groupe de Cairns qui regroupe 18 pays à vocation agricole. Emmenés par Canberra, ceux-ci militent au sein de l'OMC pour le libre échange et contre la politique agricole commune (PAC) de l'UE. De même, très active dans les enceintes internationales, l'Australie s'est impliquée avec succès dans la mise en œuvre de stratégies d'influence visant à garantir une relative stabilité du monde. Elle participe ainsi aux systèmes de contrôle à l'exportation afin de limiter la prolifération d'armements de destruction massive et les technologies afférentes. A cet égard, elle a joué un rôle important dans la conclusion de la Convention sur les armes chimiques, signée à Paris en Janvier 1993. Opposée à toute forme d'essais nucléaires, elle a joué un rôle de premier ordre en présentant devant les Nations Unies le traité de non prolifération.

Canberra participe également aux discussions internationales sur les questions liées à l'environnement et cherche à se placer au premier rang des nations qui donnent suite aux différentes initiatives multilatérales en matière de protection de l'environnement. Sur ce terrain de l'humanitaire et de l'environnement, l'Australie a tenté de se forger une image positive notamment aux yeux des ONG et plus globalement des opinions publiques.

Elle ne rencontre pourtant qu'un succès mitigé car il semble que la réalité des actions qu'elle mène ne corresponde que vaguement à l'image qu'elle souhaite véhiculer. En effet, l'aide humanitaire que l'Australie dispense ne concerne en priorité que les Etats où elle gagne à être présente, c'est-à-dire essentiellement la zone Asie Pacifique.

De même, les relations entretenues entre les ONG environnementales et le gouvernement australien ont eu tendance à se détériorer depuis que ce dernier a refusé de ratifier le protocole de Kyoto, dans le but de protéger ses exportations de pétrole et de charbon¹⁸ vers l'Asie. Cette tension s'est encore aggravée avec la décision récente de livrer de l'uranium à la Chine dans le cadre d'un accord qui s'accompagne d'un transfert de technologie, au grand dam des ONG et d'une partie de l'opinion australienne.

Malgré son intention de promouvoir un projet alternatif en matière de lutte anti-pollution, le gouvernement de John Howard se heurte également aux inquiétudes de la population australienne face

¹⁸ L'exploitation du charbon provoque en Australie le taux d'émission de dioxyde de carbone le plus élevé au monde.
Association de l'Ecole de Guerre Economique©



aux effets du dérèglement climatique. Déjà peu pourvue en eau, l'Australie connaît depuis ces dernières années une longue sécheresse. Cette sécheresse touche la majeure partie d'un continent qui est déjà le plus aride du monde. Exemple parmi tant d'autres, Goulburn, petite ville de 20 000 habitants à une heure de Canberra, connaît un important déficit hydrique depuis cinq ans, à tel point que les réserves actuelles de la cité ne sont guère estimées à plus de 14 mois.

Même si l'Australie est loin d'être la seule concernée par les problèmes environnementaux, ceux-ci n'en constitueront pas moins un déterminant majeur de sa puissance à venir puisque le directeur du Trésor, en septembre dernier, a dû ramener les prévisions de croissance de 3,25% à 2,50% pour l'année en cours, en raison de la sécheresse qui frappe durement l'économie rurale et a des conséquences négatives sur le taux des exportations, ramené lui aussi de 7 à 4%.



Un pays toujours sous dépendance ...

En dépit de ses efforts pour influencer les prises de décisions au niveau planétaire, l'Australie ne peut masquer certaines faiblesses.

Faible démographie, capacité militaire pour le moins limitée face à son gigantisme géographique et à ses ambitions internationales, l'Australie dépend encore largement des Etats-Unis pour assurer sa sécurité. Cette dépendance vis-à-vis d'une puissance étrangère tient lieu de constante dans l'histoire de cette jeune nation. Depuis 1942, les dirigeants australiens se sont en effet largement reposés sur les Etats-Unis pour assurer la sécurité de leur pays dans un environnement qu'ils considèrent de plus en plus hostile¹⁹. Leur politique de sécurité, initialement fondée sur la défense de l'avant (« *Forward Defence* »), selon laquelle il fallait affronter l'adversaire le plus loin possible²⁰, s'est muée en défense continentale (« *Fortress Australia* »), c'est-à-dire la protection des intérêts immédiats, suite à la doctrine dite de Guam²¹. Contrairement à cette nouvelle doctrine, les Australiens ont immédiatement répondu aux sollicitations américaines pour s'engager dans la première guerre du Golfe et manifester ainsi un soutien indéfectible dans le souci d'obtenir en échange un appui américain en cas de besoin.²²

Bien que le Livre blanc sur la défense (2000) fixe des objectifs stratégiques cohérents, l'Australie continue de faire figure de grand allié des Etats-Unis au sein de l'ANZUS, en vertu de laquelle, elle s'est notamment engagée aux côtés des Américains et de l'OTAN en Afghanistan et en Iraq.

Mais c'est surtout, après l'attentat de Bali en Janvier 2002 et dans lequel 77 touristes Australiens ont perdu la vie, que l'Australie a pris conscience que le terrorisme pouvait aussi la toucher.

Marqués par cet événement, les Australiens n'ont alors vu aucune autre alternative que le renforcement de leur coopération avec les Etats-Unis. La seconde guerre du Golfe a constitué en ce sens un véritable test de fidélité. Parallèlement, en envoyant près de 2 000 hommes, l'Australie a également cherché à s'assurer une partie des contrats de reconstruction.

¹⁹ L'Australia's Strategic Policy, publié en décembre 1997, identifie deux facteurs principaux qui concourent à la modification de l'environnement stratégique de l'Australie : le taux de croissance des pays du sud-est asiatique qui leur a permis de développer les capacités de leurs forces armées à un rythme que l'Australie est incapable de soutenir et l'évolution de l'équilibre des pouvoirs entre les principaux acteurs de la sécurité régionale (Chine, Etats-Unis, Japon).

²⁰ Qui explique notamment l'engagement contre l'ennemi communiste, aux côtés des Américains, au Vietnam.

²¹ Déclaration du président américain Nixon à Guam, selon laquelle les Alliés des Etats-Unis ne devront pas compter sur le parapluie nucléaire américain ; est à l'origine de la doctrine dite de Guam.

²² L'Australie était parfaitement consciente qu'elle ne disposait pas des capacités militaires lui permettant de mettre en œuvre efficacement sa « défense continentale ».



Plus récemment, les deux alliés se sont rencontrés le 12 décembre 2006 dans le cadre du 21ème anniversaire de l'Australia-United States Ministerial Consultations (AUSMIN) pour réaffirmer leur position commune.

En relations internationales, cette stratégie s'apparente à ce que l'école réaliste qualifie de *bandwagoning*. Plus clairement la stratégie du *bandwagoning* consiste pour une puissance secondaire à confier sa sécurité à la puissance dominante qu'elle considère comme bienveillante. Le cas australien semble illustrer ce cadre théorique.

La volonté de Canberra de jouer le rôle du « Shériff adjoint » des Etats-Unis dans la zone Asie-Pacifique, selon les propres mots de John Howard, n'est pas pour autant un gage suffisant de crédibilité. Les propos du Premier ministre australien ont d'ailleurs été mal reçus par la Thaïlande et les Philippines, deux pays qui ont largement participé à l'envoi de troupes au Timor oriental.

Son alliance avec la puissance hégémonique pourrait donc être moins avantageuse que prévu dans la mesure où ses ambitions de puissance en Asie demeurent réelles. En s'alignant systématiquement sur les Etats-Unis et en restant sous leur dépendance en matière de sécurité l'Australie, en raison de son engagement et de ses intérêts en Asie, se place dans une situation inconfortable qui peut devenir dangereuse à terme.



Conclusion



Pour satisfaire ses ambitions, Canberra a revu sa politique de défense et souhaite maintenant s'intégrer à l'Asie en s'en donnant les moyens. Mais l'Australie a-t-elle véritablement les capacités à la hauteur de ses ambitions d'influence ? Sa population encore faible, ses capacités militaires limitées, sa crédibilité contestée en Océanie et sa dépendance vis à vis des Etats-Unis n'en font encore qu'une puissance régionale contestée. Bien qu'elle cherche à faire de l'originalité de sa situation sur la scène internationale, de ses ressources considérables et de son essor économique et technique des atouts, sa marge de manœuvre est sans doute plus réduite qu'elle veut bien se l'avouer.

Si, comme l'a souligné M. Michaël de l'Estrange, ministre des affaires étrangères australien, les transformations majeures du monde (terrorisme généralisé et globalisation) ont entraîné une interaction croissante entre les intérêts régionaux et les intérêts globaux de l'Australie, on peut s'interroger sur la capacité de celle-ci à maintenir dans la durée un équilibre entre son alliance stratégique avec les Etats-Unis, ses relations économiques et diversifiées avec le Japon et l'ASEAN et son importante relation avec la Chine en plein développement.

En effet, tout refroidissement des relations sino-américaines, lié ou non à la question taïwanaise, gêne Canberra qui doit essayer de maintenir un délicat équilibre entre son alliance avec les Etats-Unis (synonyme d'engagement militaire en cas de conflit sino taiwanais) et sa volonté de préserver des relations constructives avec la Chine.

A terme, plus la scène internationale évoluera vers la multipolarité, la question se posera pour l'Australie, qui ne peut en constituer un, de savoir vers quel pôle de puissance elle se tournera. Sans cesse réaffirmée, l'alliance avec les Etats-Unis reste, aujourd'hui, à la base de la politique de défense australienne. Si l'Australie n'attend pas un soutien automatique des Etats-Unis en cas de crise, cette alliance lui assure un soutien logistique et lui ouvre l'accès au renseignement et aux technologies nouvelles. Mais que se passerait-il dans le cas d'un désengagement militaire des Etats-Unis dans cette zone où de nouvelles grandes puissances militaires vont apparaître ? L'absence d'une stratégie de puissance à long terme est sans aucun doute le plus grand point faible de l'Australie. Une stratégie de *bandwagoning* est certes possible dans un monde unipolaire, mais la poursuite d'une telle politique paraît plus qu'incertaine alors que le monde semble davantage se diriger vers la multipolarité.



Sources



Presse quotidienne

« **La balkanisation : une perspective australienne** » (Mémoire de géopolitique du cdt Jeff Matsen) ;

« **L'Australie peut-elle être une vraie puissance régionale** » (Mémoire de géopolitique du cdt Patrick Trichet)

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/australie_574/presentation-australie_928/politique-exterieure_3073.html

<http://www.austgov.fr/ausbrief/relint.htm>

<http://www.senat.fr/ga/ga-031/ga-0315.html>

http://www.oecd.org/document/33/0,2340,fr_2649_33721_34227795_1_1_1_1,00.html

<http://www.liberation.fr/actualite/terre/203641.FR.php>

http://www.rfi.fr/actufr/articles/040/article_21410.asp

http://www.missioneco.org/australie/documents_new.asp?V=1_PDF_125884

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/australie_574/presentation-australie_928/politique-exterieure_3073.html

<http://www.defence.gov.au/dmo/news/ontarget/oct06/hl3.cfm?media=print>

<http://www.infoguerre.com/article.php?sid=1095>

<http://www.fxtraders.eu/article.php?id=11861>

<http://www.mineweb.net/energy/555667.htm>



Annexes



CARACTERISTIQUES GENERALES

(Source Ambassade d'Australie à Paris)

L'Australie étend ses 7 686 850 km² de surface sur la plaque indo-australienne. Elle est séparée de l'Asie par les mers d'[Arafura](#) et de Timor. Elle compte 25.760 kilomètres de côtes et revendique 8.148.250 km² de [zone économique exclusive](#). Cette zone ne tient pas compte du Territoire Antarctique australien.

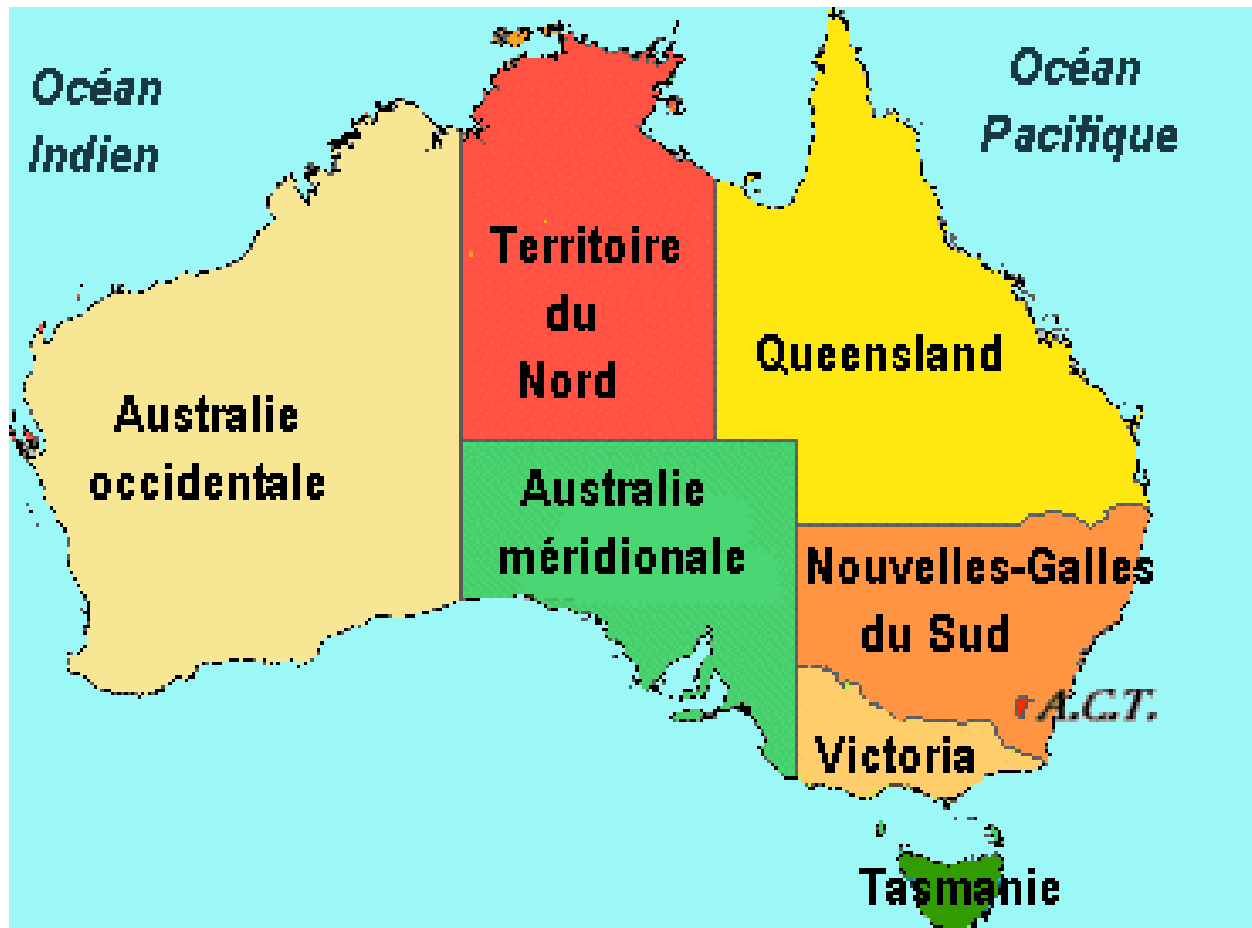
La plus grande partie du territoire australien est couverte de zones [désertiques](#) ou [semi-arides](#). L'Australie est le plus sec des continents habités, le plus plat et possède le plus ancien et le moins fertile des sols. Seules les parties situées au sud-est et au sud-ouest bénéficient d'un climat tempéré. La partie nord du pays, avec un [climat tropical](#), possède une végétation constituée de [forêts tropicales humides](#), prairies, mangroves, marais et déserts. Le climat est fortement influencé par les courants océaniques, notamment El Niño, qui est corrélé avec des sécheresses périodiques et les basses pressions saisonnières qui produisent des [cyclones](#) dans le nord de l'Australie.

Au plan politique, le pays est officiellement appelé *Commonwealth of Australia* et il se compose de six États autonomes et de deux territoires fédéraux. Les États et territoires sont les suivants:

- la *Nouvelle-Galles-du-Sud* (*New South Wales*),
- le *Queensland*,
- l'*Australie occidentale* (*Western Australia*),
- l'*Australie méridionale* (*South Australia*),
- la *Tasmanie* (*Tasmania*),
- le *Territoire de la Capitale australienne* (*Australian Capital Territory*),
- le *Territoire du Nord* (*Northern Territory*).



Les six États et les deux territoires du Commonwealth australien



La culture australienne est unique car elle reflète une fusion de divers éléments qui lui est propre : la diversité humaine, géographique, climatique. Le goût pour la compétition est surtout connu dans le domaine du sport, où l'Australie excelle à l'échelle mondiale dans grand nombre de catégories,



comme le rugby, le tennis, la natation, le cricket. L'envie de s'enrichir à tout prix, avec l'idée que seules les valeurs matérielles peuvent apporter bonheur et fierté, ne sont pas aux goûts de tous les Australiens encore attachés aux valeurs traditionnelles, de l'éducation ou de pouvoir vivre leurs passions.

La ténacité des Australiens viendrait sans doute de la haute confrontation avec les éléments naturels, que les générations n'aient cessé de vivre par des séries d'inondations, sécheresses, incendies, cyclones. L'esprit pionnier est encore bien ancré dans les esprits. L'impact de l'environnement et celui de la dimension humaine, présentent une énergie parfois pleine de contradictions, de haine et d'amour entremêlés vis à vis de la terre. Les choses connues du monde européen ne purent toutes se greffer sur les données de ce vieux continent et engendrèrent de la part des Australiens un attachement particulier à la terre affiliée au désir de cohabitation plutôt que de domination et d'affirmer leur identité.



CRITERES D'EVALUATION DE LA PUISSANCE

(Selon une étude conduite à l'IHEDN en 1998 par Jacques Caro auprès d'un échantillon d'auditeurs civils et militaires ; n'a qu'une valeur indicative)

Classement des déterminants de la puissance d'un pays

1. Arme nucléaire
2. Technologie
3. Commerce international
4. Produit national
5. Forces armées
6. Indépendance économique
7. Diplomatie
8. Monnaie
9. Cohésion sociale
10. Alliance militaire
11. Richesse par habitant
12. Population
13. Système éducatif
14. Ressources naturelles
15. Institutions
16. Situation
17. Langue et culture



18. Territoire
19. Histoire
20. Organisation régionale



La hiérarchie de la puissance des nations

Pays très puissant : 1 États-Unis

Pays puissants

2 Chine

3 Japon

4 Allemagne

5 France

6 Royaume-Uni

7 Russie

8 Inde

9 Israël

10 Canada

Puissances moyennes

11 [Australie](#)

12 Espagne

12 Brésil

14 Afrique du Sud

15 Arabie Saoudite

16 Iran

17 Turquie

18 Suède

19 Pakistan

20 Argentine

20 Indonésie



POPULATION AUSTRALIENNE

(Source OCDE)

POPULATION TOTALE

Pays	Population (en millions d'hab)
Australie	20
Canada	33
Chine	1 306
Corée	49
Inde	1 080
Indonésie	242
Japon	127
Taiwan	23
Thaïlande	64

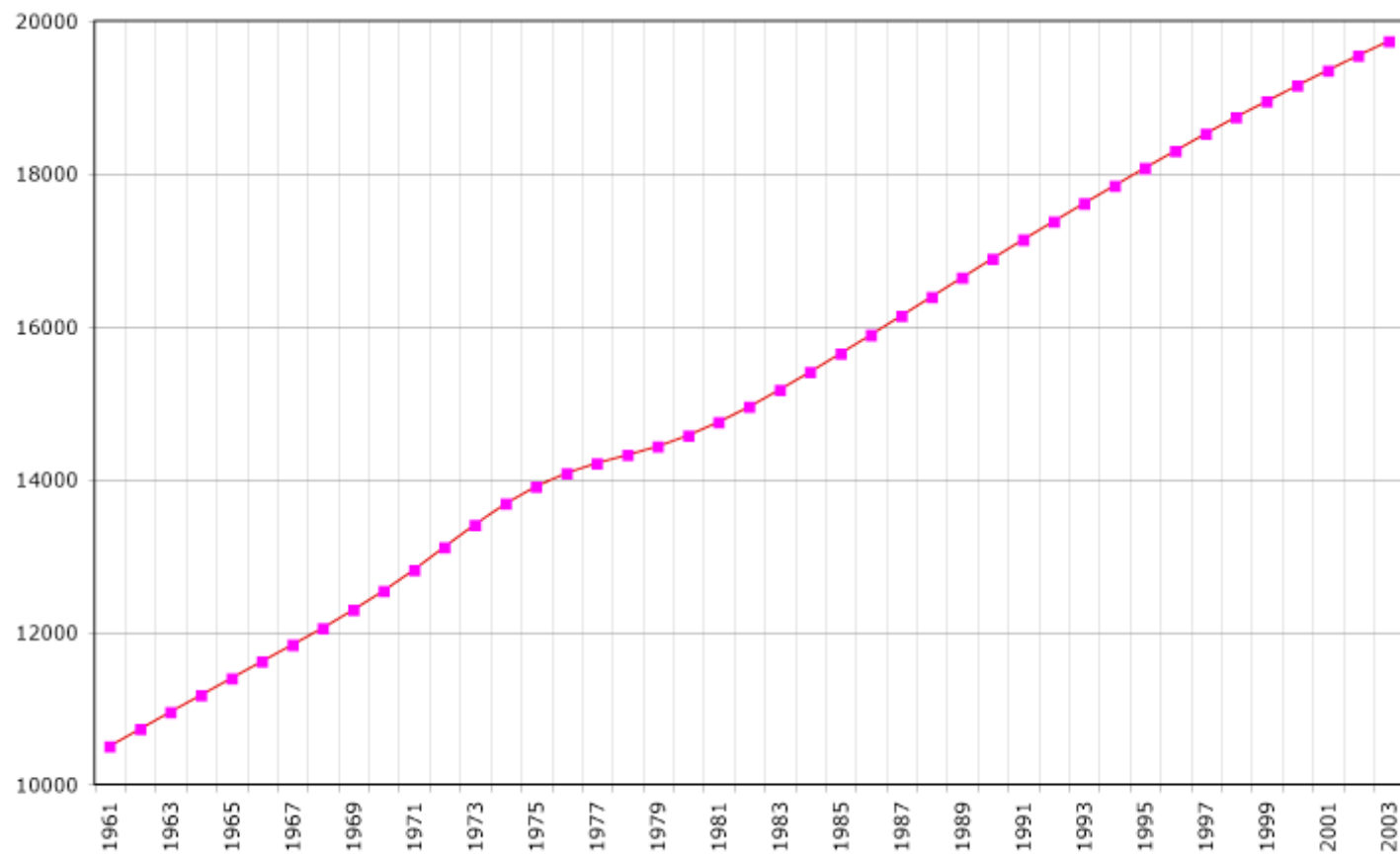


RAPPORT POPULATION + 65 ANS/POPULATION TOTALE

Pays	2000	2020
OCDE	25%	35,8%
Australie	23,3%	35,3%
Etats Unis	20,9%	29,1%
Canada	21,4%	33,8%
Mexique	9,6%	13%
Corée	12,4%	33,2%
France	35,9%	51,4%

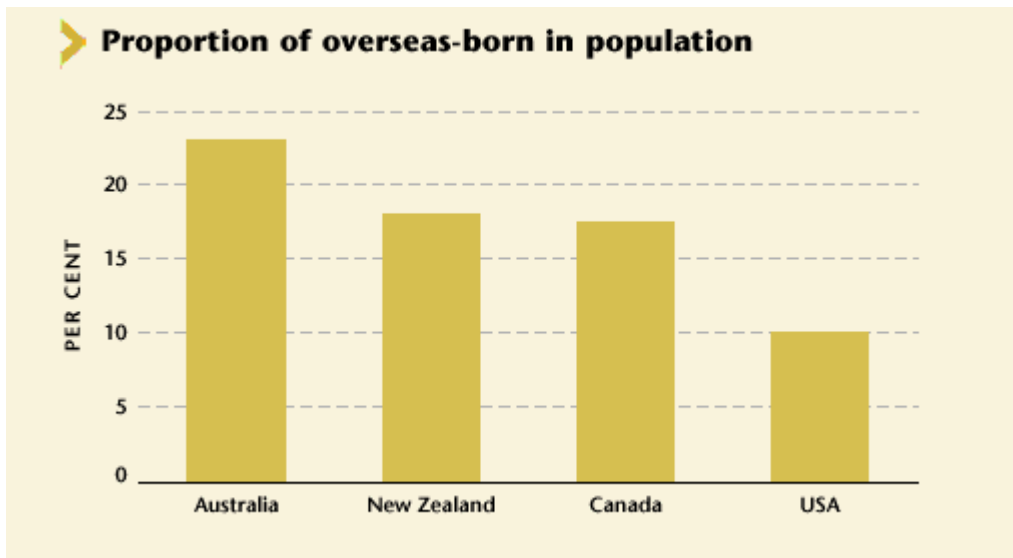
DEMOGRAPHIE AUSTRALIENNE

Cf. Page suivante



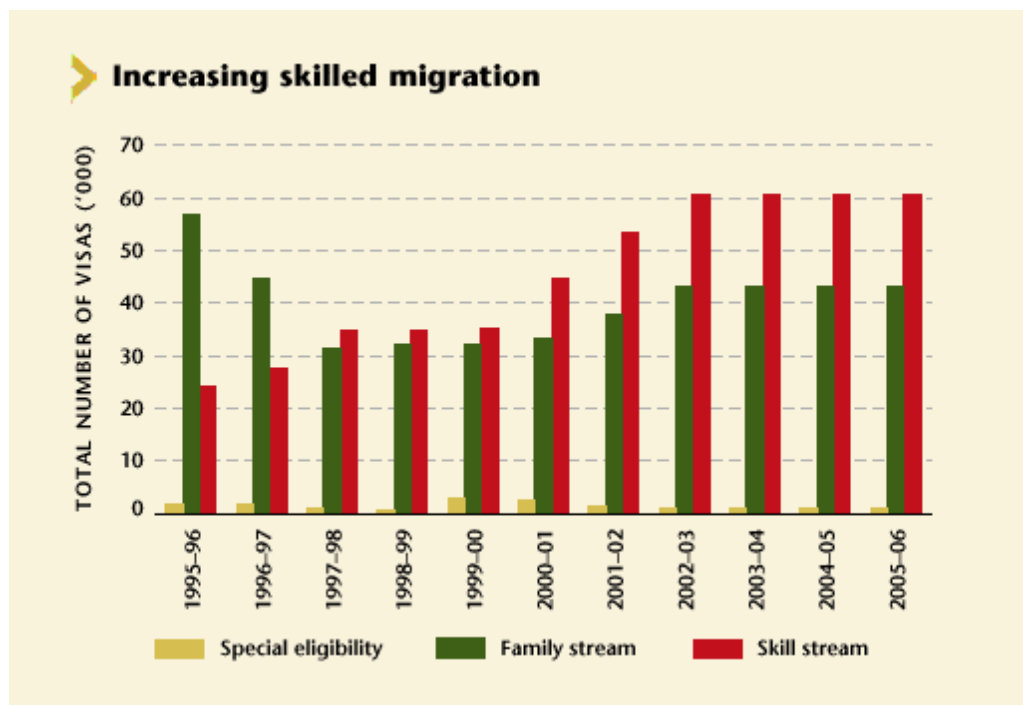


PROPORTION DE LA POPULATION D'ORIGINE ETRANGERE.





MOUVEMENT MIGRATOIRE



L'INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN (IDH)

L'IDH est un *indice composite*, sans unité, compris entre 0 (exécrable) et 1 (excellent), calculé par la moyenne de trois indices quantifiant respectivement :

- *la santé /longévité* (mesurées par l'[espérance de vie](#) à la naissance), qui permet de mesurer indirectement la satisfaction des besoins matériels essentiels tels que l'accès à une [alimentation](#) saine, à l'eau, au [logement](#), à une bonne [hygiène](#) et aux [soins médicaux](#). En 2002, la Division de la population des Nations Unies a ajusté son estimation des impacts démographique de la pandémie du VIH/sida pour 53 pays, contre 45 en 2000.
- *le savoir ou niveau d'éducation*. il est mesuré par le [taux d'alphabétisation des adultes](#) (Pourcentage des 15 ans et plus sachant écrire et comprendre aisément un texte court et simple traitant de la vie quotidienne) et le [taux brut de scolarisation](#) (mesure combinée des taux pour le primaire, le secondaire et le supérieur). Il traduit la satisfaction des besoins immatériels tels que la capacité de participer aux prises de décision sur le lieu de travail ou dans la société ;
- *le niveau de vie* ([logarithme du produit intérieur brut par habitant](#) en parité de [pouvoir d'achat](#)), afin d'englober les éléments de la qualité de vie qui ne sont pas décrits par les deux premiers indices tels que la mobilité ou l'accès à la culture.

Les données utilisées sont celles communiquées par les États à l'ONU



Calcul des indices composant l'indice de développement humain.

Indice	Mesure	Valeur minimale	Valeur maximale	Formule
Longévité	espérance de vie à la naissance (EV)	25 ans	85 ans	$A = \frac{EV - 25}{60}$
Education	Taux d'alphabétisation (TA)	0%	100%	$D = \frac{2TA + TBS}{3}$
	Taux brut de scolarisation (TBS)	0%	100%	
Niveau de vie	logarithme du PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat	100 USD	40 000 USD	$E = \frac{\log_{10} \text{PIB} - 2}{2,60206}$

Or, avec un taux de 100% des naissances assistées par du personnel médical, un taux de mortalité maternelle parmi les plus bas au monde, soit huit décès pour 1 000 naissances vivantes et à peine 1,4% de la population connaissant le chômage de longue durée, **l'Australie est en tête de file des pays en termes de réalisations dans divers domaines de développement humain**



AIDE AU DEVELOPPEMENT DE L'AUSTRALIE EN 2006- 07

Volume total de l'aide : **2,946 milliards \$ en progression de 455 millions \$**

Représente **0,30% du PIB**

Centrée sur la zone Asie-Pacifique où se trouvent les 2/3 (800 millions) des pauvres dans le monde, cette aide est dispensée par AusAID qui passe des contrats avec des organisations internationales, des ONG et des sociétés australiennes ou internationales. Aus AID finance également les organisations qui aident les populations en situation d'urgence (Croix Rouge, UNICEF, PNUD)



PROGRAMMES D'AIDE PAR PAYS

(source : www.usaid.gov/au/country)

ASIE du NORD

AIDE REGIONALE A L'ASIE DU NORD : 32,8 M\$

Essentiellement par le biais d'agences multilatérales

Financement de la recherche contre le HIV

Contribution 2001-07 : **3 M\$**

Prévention de la transmission du HIV par les consommateurs de drogues au profit de la South Asian Association for Regional Cooperation Countries (SAARC)

Contribution 2003-05 : **2,8 M\$**

Financement dans le cadre d'un accord avec l'UNAIDS

Contribution 2003-06 : **3 M\$**

Engagement auprès des institutions financières internationales

Australia-Asian Development Bank Development Partnership Facility for South Asia

Contribution 2006-11 : **11 M\$**

India Training Centre

Contribution 2006-09 : **3 M\$**

Australia - World Bank Service Delivery Improvement Facility for South Asia

Contribution 2006-11: **10 M\$**



Pays	Secteurs prioritaires	Contribution
BANGLADESH	Education et promotion de la bonne gouvernance	Estimation 2006-07 : 36,3M\$
BOUTHAN	Soutien des programmes scolaires	Estimation 2006-07 : 1,75M\$
INDE	Assistance par le biais des agences onusiennes et des banques de développement Programme bilatéral de lutte contre le VIH/SIDA	Estimation 2006-11 : 10M\$
MALDIVES	Soutien programmes scolaires et bourses pour étudier en Australie	Estimation 2006-07 : 1,6 M\$
	Programme de	Estimation 2006-07 :



NEPAL	soutien sanitaire	7,2 M\$
PAKISTAN	Programme de soutien scolaire et bourses d'études	Estimation 2006-07 : 17 M\$
SRI LANKA	Aide humanitaire et soutien du retour à la paix	Estimation : 31 M\$ dont 21 d'aide d'urgence après le tsunami

Soit un total (aide régionale+aide bilatérale) de 137,65 M\$



ASIE du SUD-EST

AIDE REGIONALE à l'ASIE du SUD-EST: 103 M\$

Développement humain:

Lutte contre le trafic des personnes

Contribution 2006-11 : 21,65 M\$

Protection et éducation des enfants

Contribution 2005-07 : 640 000\$

Lutte contre la drogue et élimination de l'opium

Contribution 2005 – 2008: 4,6 M\$

Santé :

Projet de lutte régionale contre le HIV

Contribution 2002-07 : 15 M\$

Programme de santé et phytosanitaire

Contribution 2005-08 : 3,9 M\$

Programme contre les maladies infectieuses

Contribution 2006-09 : 5 M\$

Lutte contre la grippe aviaire

Contribution 2006 : 1,2 M\$

Différents programmes contre les maladies

Contribution 2005-08 : 4,62 M\$

Programme d'amélioration des capacités de protection radiologique

Contribution 2004-06 : 1,42 M\$

Programme d'aide au développement de l'ASEAN

Contribution : 45 M\$ en 6 ans

Pays	Secteurs prioritaires	Contribution
BIRMANIE	Aide humanitaire et soutien santé Lutte contre le HIV/SIDA Autosuffisance durable Protection des réfugiés et lutte contre les mines	Estimation : 6 programmes différents pour un total de 19,4 M\$ Estimation : financement de 4 ONG → 6,4 M\$ Estimation : financement UNICEF



		et UNHCR → 1,33 M\$
CAMBODGE	Réduction de la pauvreté Développement rural Renforcement de l'état de droit Lutte contre les mines	Estimation 2006-07 : 48,5 M\$
CHINE	Signature, en novembre 2005, d'un programme stratégique bilatéral sur la période 2006-10 comprenant : <ul style="list-style-type: none">- renforcement des capacités dans le domaine de la gouvernance, de la santé et de l'environnement ;- établissement de liens durables entre les agences gouvernementales et les institutions concernées par ces secteurs ;- actions communes pour développer la prévention régionale en matière d'eau potable et de pandémies	Estimation 2006-07 : 41,8 M\$
TIMOR EST	Soutien budgétaire au gouvernement pour assurer les services de base Formation d'une police professionnelle ayant la confiance de la population Formation d'un système judiciaire faisant respecter les lois et l'ordre propice aux investissements	Estimation 2006-07 : 43,6 M\$
INDONESIE	Réduction de la pauvreté et développement durable	Estimation 2006-07 : 344,3 M\$; dont 178,4 pour



	Soutien aux réformes démocratiques et judiciaires Soutien au contre terrorisme et prévention des conflits Amélioration des services sociaux de base (santé, éducation..)	P'AIPRD (Australia Indonesia Partnership for Reconstruction and Development)
LAOS	Réduction de la pauvreté Promotion de la croissance économique Soutien scolaire et à l'acquisition des connaissances	Estimation 2006-07 : 21,9 M\$
MONGOLIE	Renforcement des capacités humaines et institutionnelles Développement durable Soutien au passage à l'économie de marché dans le cadre d'un programme d'aide bilatérale : Mongolia Australia Targeted Capacity Building and Small Activity Facility (CABSAF)	Estimation 2003-08: 6,6 M\$
PHILIPPINES	Renforcement de la gouvernance auprès des ministères clés pour favoriser une croissance élargie Renforcement des capacités de lutte anti-terrorisme Améliorer les conditions de vie des pauvres dans le sud du pays	Estimation 2006-07 : 68,8 M\$ + 12,2 M\$ dans le cadre de projets régionaux
THAILANDE	Renforcement du secteur public dans le cadre du programme régional : The Asia Public Sector Linkages Program (PSLP)	Programme d'aide de 18 mois suite au tsunami → 400 000\$



<p>VIETNAM</p>	<p>Programme stratégique bilatéral pour la période 2003-07 comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none">- renforcement de la gouvernance nécessaire à la compétitivité économique- amélioration de la productivité des régions pauvres (delta du Mékong et régions côtières)	<p>Estimation : 60,4 M\$ (programme bilatéral)</p> <p>81, 5 M\$ (programme ODA)</p>
-----------------------	---	--

Soit un total (aide régionale + aide bilatérale) de 1 259,73 M\$



PACIFIQUE

AIDE REGIONALE :

Un programme stratégique d'aide au Pacifique couvrant la période 2004-09 fournit le cadre d'action aux objectifs à long terme du gouvernement australien :

- renforcement de la croissance
- amélioration de la gouvernance démocratique
- renforcement de la sécurité et du système judiciaire
- amélioration de l'administration, incluant la mise en œuvre d'un système fiscal

Estimation 2006-07 : 434,4 M\$

Pays	Secteurs prioritaires	Contribution
ILES COOK	Depuis 2004, par souci d'harmonisation de leur aide aux îles Cook, l'Australie et la Nouvelle Zélande ont regroupé leur aide au sein d'un programme commun ; l'Australie verse une contribution annuelle au New Zealand Agency for International Development (NZAIDS)	
FIDJI	Promotion de la stabilité et de la croissance économique Soutien au département de la justice Soutien aux secteurs de l'éducation et de la santé	Estimation 2006-07 (ODA) : 33,8 M\$
KIRIBATI	Développement humain Education de base Fonctionnement du secteur public	Estimation 2006-07 (ODA) : 13 M\$



MICRONESIE	Education Police Réformes administratives Financement d'un projet de surveillance des mouvements aériens en Micronésie (Border Management Systems project)	800 000\$
NAURU	Réformes économique et administrative Amélioration des services à la personne Soutien aux activités alternatives	
NIUE et TOKELAU	Promotion du développement économique Développement de l'auto suffisance	Estimation annuelle : 900 000\$ + 200 000\$ (suite cyclone Heta)
SAMOA	Aide dans le cadre du programme régional Australia's Regional Aid Strategy to the Pacific (2005 - 2009) Amélioration des bases de la croissance Renforcement des pratiques gouvernementales Développement de la sécurité et du système judiciaire Amélioration des services à la personne	
	Amélioration de l'efficacité gouvernementale au profit de la	Estimation (ODA) :



ILES SALOMON	population Renforcement e la sécurité territoriale Soutien à une croissance élargie et à l'amélioration du niveau de vie	2006-07 → 223 M\$
TONGA	Soutien aux réformes politiques et économiques pour assurer les projets de développement à long terme Aide au système de santé et aux industries dérivées de la pêche	Estimation (ODA) : 13,4 M\$
TUVALU	Assistance technique en matière budgétaire Soutien local et en Australie à l'éducation	Estimation annuelle : 1,3 M\$
VANUATU	Soutien à la stabilité à long terme Soutien aux programmes nationaux de santé, éducation et justice	Estimation 2006-07 : 34,7 M\$
PAPOUASIE-NOUVELLE GUINEE	Renforcement de l'Etat et de la bonne gouvernance Soutien à une croissance économique et une productivité durables Renforcement de la stabilité et des services Lutte contre le HIV/SIDA	Estimation 2006-07 : 332,2 M\$

Soit un total (aide régionale + aide bilatérale) de 1 087,7 M\$



AFRIQUE

Aide humanitaire

Prévention du SIDA à travers les agences de l'ONU

Estimation (ODA) 2006-07 : 82,1 M\$

Pays	Secteurs prioritaires	Contributions
MOYEN ORIENT et ASIE CENTRALE		Estimation (ODA) 2006-07 : 408,5 M\$
AFGHANISTAN	Soutien à la transition vers un pays stable et en paix Aide australienne dans le cadre de la communauté internationale	Conférence de Berlin (2004) → 110 M\$ Aide complémentaire 2006-07 : 55 M\$ (part d'un programme d'aide de 150 M\$ en 5 ans)
IRAQ	Aide à la reconstruction	Engagement à verser 173 M\$ dont 45 M d'assistance en 2005-06 et 2006-07
TERRITOIRES PALESTINIENS		Estimation (ODA) 2006-07 : 16,2 M\$



FORCES ARMEES AUSTRALIENNES

(source <http://www.defence.gov.au/globalops.cfm>)

EFFECTIFS BUDGETAIRES POUR L'ANNEE 2005-06

Service	Total Permanent	Total Reserve	Total
Navy	12,800	1,598	14,398
Army	25,241	15,579	40,820
Air Force	13,143	2,287	15,430
Total	51,151	19,464	70,648

A ces effectifs s'ajoutent 13,577 fonctionnaires et 1,319 civils sous contrat

EQUIPEMENT

Armées	Matériel	Type et nombre
Royal Australian	Frégates	8 Anzac class , 5 Adelaide

Association de l'Ecole de Guerre Economique©

62

Ce document d'analyse, d'opinion, d'étude et/ou de recherche a été réalisé par un (ou des) membre(s) de l'Association de l'Ecole de Guerre Economique. Préalablement à leurs publications et/ou diffusions, elles ont été soumises au Conseil scientifique de l'Association. L'analyse, l'opinion et/ou la recherche reposent sur l'utilisation de sources éthiquement fiables mais l'exhaustivité et l'exactitude ne peuvent être garanties. Sauf mention contraire, les projections ou autres informations ne sont valables qu'à la date de la publication du document, et sont dès lors sujettes à évolution ou amendement dans le temps.

Le contenu de ces documents et/ou études n'a, en aucune manière, vocation à indiquer ou garantir des évolutions futures. Le contenu de cet article n'engage la responsabilité que de ses auteurs, il ne reflète pas nécessairement les opinions du (des) employeur(s), la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris celui de gouvernements, d'administrations ou de ministères pouvant être concernés par ces informations. Et, les erreurs éventuelles relèvent de l'entière responsabilité des seuls auteurs.

Les droits patrimoniaux de ce document et/ou étude appartiennent à l'Association, voire un organisme auquel les sources auraient pu être empruntées. Toute utilisation, diffusion, citation ou reproduction, en totalité ou en partie, de ce document et/ou étude ne peut se faire sans la permission expresse du(es) rédacteur(s) et du propriétaire des droits patrimoniaux.



Armées	Matériel	Type et nombre
Navy		class
	Sous marins	6 Collins class
	Patrouilleurs	7 Armidale class , 4 Fremantle class
	Bâtiments amphibies	2 Kanimbla class landing platform amphibious , 1 Landing Ship Heavy, 6 Balikpapan class Landing Craft Heavy
	Chasseurs de mines	6 Huon class , 3 auxiliary minesweepers
	Bâtiments de soutien	1 auxiliary tanker, 1 fleet replenishment ship
	Bâtiments de surveillance	6
	Alat	46 helicopters
Australian Army	Chars de bataille	71 Leopard 1 AS1
	Engins blindés et transport de troupes	700 M113 , 257 ASLAV , 299 Bushmaster on order
	Artillerie	385
	Hélicoptères	



Armées	Matériel	Type et nombre
Royal Australian Air Force	Avions de combat	26 F-111
	Chasseurs	71 F/A-18 Hornet
	Avions de patrouille maritime	19 P-3C Orion
	Avions de transport	20 C-130 Hercules , 14 DHC-4 Caribou , 1 C-17 Globemaster III
	Avions VIP	3 Bombardier Challenger , 2 BBJ 737
	Avions ravitailleurs	4 707
	Avions d'entraînement	67 Pilatus PC-9 , 33 Hawk 127 , 8 B300 Beechcraft King Air



FORCES AUSTRALIENNES EN OPEX.

Environ **3 700 militaires australiens** sont déployés en opérations extérieures pour protéger l'Australie et assurer la défense de ses intérêts. 300 autres militaires assurent des missions de protection du territoire dans le cadre de l'opération *Resolute*.

	approx pers
<u>Operation Catalyst</u> - Iraq	1400
Participation à la reconstruction et la réhabilitation de l'Iraq.	
<u>Operation Astute</u> - Timor-Leste	925
Assistance à la restauration de la paix et de la stabilité à Timor-Leste.	
<u>Operation Slipper</u> - Afghanistan	360
Contribution à la coalition internationale contre le terrorisme.	
<u>Operation Resolute</u> – surveillance des eaux territoriales	300
Protection des zones maritimes de souveraineté	
<u>Operation Anode</u> – Iles Salomon	140
Contribution à la mission régionale d'assistance aux îles Salomon (RAMSI), dirigée par les forces de défense australiennes.	
<u>Operation Mazurka</u> - Sinai-Egypte	25
Contribution australienne à la Force multinationale (FMO).	



[Operation Azure](#) - Soudan

15

Contribution à la mission des Nations unies au Soudan (UNMIS).

[Operation Paladin](#) – Moyen Orient

12

Contribution à la mission des Nations unies d'observation de la trêve (UNTSO).

[Operation Tower](#) - Timor Leste

4

Soutien du bureau des Nations unies à Timor Leste (UNOTIL).

Soutien au Tonga

50

Soutien des forces néo-zélandaises d'assistance aux forces de sécurité de Tonga.

Plans pour soutenir les populations civiles à Fidji.



INDICATEURS ECONOMIQUES

(source OCDE)

PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR HABITANT

Pays	PIB/hab en \$
Etats Unis	41 976
Australie	34 714
Chine	1 704
Inde	693
Thaïlande	2 750
Indonésie	1 160
Taiïwan	14 900
Corée	16 900
Japon	36 599



France	33 855
--------	--------

TAUX DE CROISSANCE

Pays	Taux de croissance
Australie	2,6%
Inde	8,3%
Japon	2,7%
Chine	9,9%
Taiwan	4,1%
Indonésie	5,6%
Thaïlande	4,4%
Corée	4%



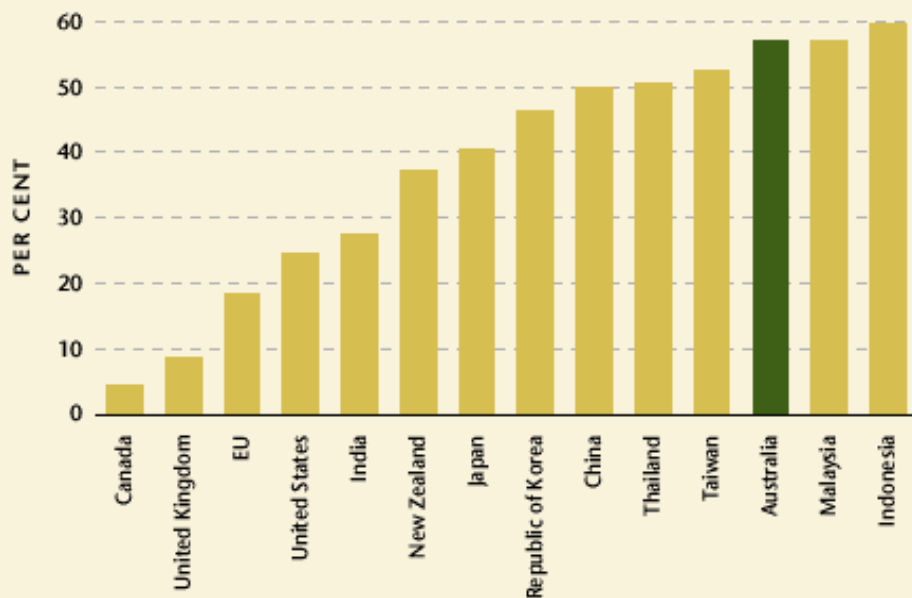
SOLDE DES FINANCES PUBLIQUES

Pays	Solde en % du PIB
Australie	+ 0,8%
Inde	- 8,8%
Japon	- 6,7%
Chine	- 1,6%
Taiïwan	- 2,5%
Indonésie	- 0,8%
Thaïlande	- 0,4%
Corée	+1,9%



COMMERCE EXTERIEUR AUSTRALIEN

➤ Australia sends a greater proportion of its exports to Asia than almost any other major world economy



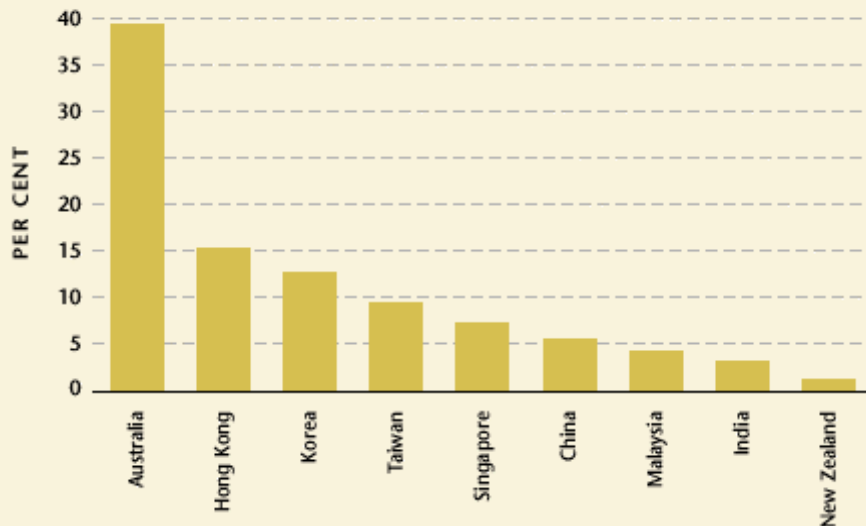
Merchandise exports (2001).

Source: Various including DFAT, ABS, CEIC, NZ MFAT, and IMF (for Canada and India data).



POIDS DES PLACES FINANCIERES EN ASIE-PACIFIQUE

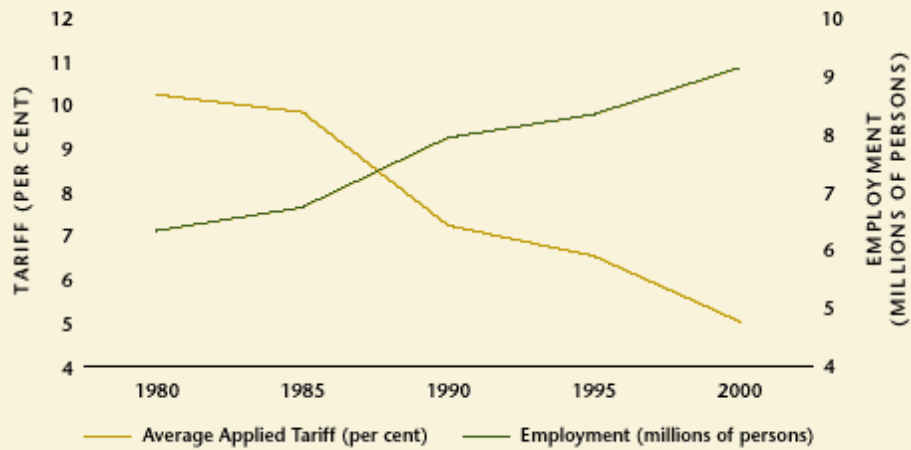
Weightings for Asia-Pacific capital markets (excluding Japan)



Source: MSCI Asia-Pacific Free ex-Japan Provisional Index October 2001.



Tariffs and employment—Australia



The global taste for Australia's wine exports

